

Note de cadrage

Session II: Les programmes de travail de la Commission européenne et du Parlement européen dans la nouvelle ouverture institutionnelle. Programme stratégique de l'Union européenne

Introduction

Le programme stratégique 2024-2029 de l'Union européenne, adopté par le Conseil européen le 27 juin 2024, définit les priorités de l'UE et les orientations des travaux des institutions de l'UE pour les cinq prochaines années. Ces priorités couvrent trois domaines de renforcement:

1) une Europe libre et démocratique, 2) une Europe forte et sûre, 3) une Europe prospère et compétitive.

En réponse à le Programme stratégique de l'UE, la Commission européenne, qui a entamé son nouveau mandat le 1er décembre 2024, a préparé sept priorités pour la période 2024-2029:

- 1) Faire de l'Europe un continent de croissance, d'entrepreneuriat et d'innovation en garantissant la compétitivité de l'industrie européenne, ainsi que la prospérité par la création d'emplois de haute qualité et l'accélération de la transition numérique et verte;
- 2) relever les défis en matière de sécurité et de défense européennes en construisant une Union européenne de la défense, notamment par le renforcement des capacités de l'industrie européenne de la défense et la gestion efficace de la protection des frontières et des migrations;
- 3) soutenir les personnes et renforcer une société et un modèle social européen forts en promouvant la justice sociale, la solidarité et l'égalité des chances pour tous les citoyens, en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes et les groupes vulnérables;
- 4) assurer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable en renforçant une agriculture et un système alimentaire compétitifs et résilients, en protégeant la biodiversité et en se préparant à l'évolution du climat;
- 5) placer les citoyens au cœur de notre démocratie en renforçant la citoyenneté active et l'État de droit, et en augmentant la résilience du public face à la désinformation et aux menaces qui pèsent sur les valeurs démocratiques;
- 6) renforcer la position de l'UE sur la scène internationale en établissant des partenariats internationaux, en réalisant de réels progrès dans la politique d'élargissement et en se concentrant sur le grand voisinage pour relever les défis mondiaux, y compris la promotion et la préservation de la paix et la stabilité économique;

7) pour la réalisation de ces objectifs communs, assurer un budget de l'UE efficace et renforcé et mettre en œuvre les réformes nécessaires pour un fonctionnement plus efficace de l'Union élargie.

Dans la déclaration de Budapest du 8 novembre 2024, les dirigeants des États membres ont souligné l'urgence de mettre en œuvre le nouveau pacte pour la compétitivité européenne, avec - comme base solide - un marché unique pleinement intégré. Répondant à l'appel de ces dirigeants, la Commission européenne a présenté en janvier 2025 la Boussole pour la compétitivité de l'UE, qui constitue une tentative de réponse au problème d'un environnement commercial mondial instable, caractérisé par une concurrence déloyale, des chaînes d'approvisionnement fragiles, des coûts énergétiques en hausse, des pénuries de main-d'œuvre et de compétences et un accès limité aux capitaux. L'élément clé de cette stratégie est le paquet de simplifications proposé par la CE, qui vise à réduire les charges administratives et à permettre aux entreprises d'opérer plus facilement dans le marché unique. Ce marché unique européen, qui repose sur la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, joue un rôle clé dans l'intégration économique européenne. Associé à la politique de cohésion, qui vise à réduire les disparités de développement entre les régions de l'UE, et aux initiatives de simplification réglementaire, le marché unique stimule la croissance économique et la compétitivité. La Commission déclare également que l'Union encouragera un secteur agricole compétitif, durable et résilient qui assure la sécurité alimentaire des citoyens de l'UE, ainsi qu'un niveau de vie adéquat pour les agriculteurs, leur position dans les chaînes d'approvisionnement et le développement des zones rurales.

L'Union vise à construire une Union européenne de la défense. À cette fin, elle: aidera les États membres à reconstruire, compléter et transformer leurs forces armées nationales en recourant aux programmes industriels de défense existants; investira dans des capacités de défense haut de gamme dans des domaines essentiels tels que les capacités de combat naval, terrestre et aérien, l'alerte précoce par satellite et les capacités de lutte dans le cyberspace; contribuera à des projets de défense conjoints entre les États membres. L'Union vise également à créer un marché unique pour les produits et services liés à la défense et devrait soutenir la recherche et le développement en matière de défense, développer les capacités de production et promouvoir les achats conjoints d'armements et d'équipements militaires. Un objectif important de ce travail sera de renforcer la coopération entre l'UE et l'OTAN.

La Haute Représentante et la Commission européenne ont préparé un livre blanc conjoint sur la défense européenne - Readiness 2030, qui expose une vision de la reconstruction et de la modernisation des capacités de défense de l'Europe par l'augmentation de la capacité de production de l'industrie européenne de la défense, l'amélioration des déplacements rapides des troupes et des équipements militaires à travers

l'UE, la constitution de stocks et le soutien à la coopération opérationnelle dans toute l'UE. La réalisation et le financement de la défense européenne doivent être assurés par le plan ReArm Europe/Readiness 2030, qui augmentera le financement de la défense en offrant aux pays de l'UE une plus grande flexibilité financière grâce à l'activation de la clause dérogatoire nationale du pacte de stabilité et de croissance. Une augmentation des budgets de défense de 1,5 % du PIB permettra de dégager près de 650 milliards d'euros sur quatre ans pour la réalisation de ces plans. Par ailleurs, le lancement de l'instrument de prêt Security Action for Europe (SAFE), d'une valeur de 150 milliards d'euros, aidera les États à investir dans des secteurs clés de la défense, tels que la défense antimissile, les drones et la cybersécurité. Cela inclut la construction de nouvelles usines et lignes de production nécessaires à la création d'emplois de qualité en Europe. Le 12 mars 2025 le Parlement européen a adopté la résolution sur le Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne (2025/2565(RSP)), qui représente un pas important vers le renforcement de la politique de défense commune de l'Union européenne. Ce document définit des lignes d'action stratégiques face aux menaces géopolitiques croissantes, en particulier dans le contexte de la guerre en cours en Ukraine et de l'incertitude quant à l'engagement futur des États-Unis en faveur de la sécurité de l'Europe. Par ailleurs, le 2 avril 2025, le Parlement européen a adopté une résolution sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, soulignant la nécessité de poursuivre l'intégration dans ce domaine.

L'Union européenne a besoin de travailleurs qualifiés pour relever les nouveaux défis et rester compétitive. En raison de l'évolution des exigences en matière d'emploi, de nombreux travailleurs peinent à suivre le rythme de ces changements et les entreprises ne parviennent pas à trouver des personnes possédant les compétences requises. Les déficits de compétences et les pénuries de main-d'œuvre empêchent l'Europe de rester compétitive. C'est pourquoi la Commission européenne crée une union des compétences destinée à garantir une éducation, une formation et un apprentissage de haute qualité tout au long de la vie. Cela est d'autant plus important que 80% des PME de l'UE ont du mal à trouver des employés possédant les compétences requises.

La Commission déclare que l'Union européenne souhaite devenir un leader mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), afin de promouvoir le développement et le déploiement de solutions d'IA qui profitent à la société et à l'économie. La Commission a présenté le plan d'action pour un continent de l'intelligence artificielle, qui vise à transformer les atouts de l'UE que sont des scientifiques qualifiés et talentueux et des industries traditionnelles solides, en accélérateurs de l'intelligence artificielle. Ce plan d'action pour un continent de l'IA explique comment employer le potentiel inexploité des chercheurs et de l'industrie européens. Il vise à façonner la prochaine phase de développement de l'intelligence

artificielle, à stimuler la croissance économique et à renforcer la compétitivité de l'UE dans des domaines comme les soins de santé, l'automobile, la science et autres.

Afin de faire de la démocratie participative une réalité dans l'UE, la Commission et les partenaires sociaux européens ont signé en mars 2025 un nouveau pacte pour le dialogue social européen, qui renforcera le rôle des partenaires sociaux dans l'élaboration du marché du travail, de l'emploi et de la politique sociale. Le dialogue social fait partie intégrante de notre modèle social européen et joue un rôle clé dans le maintien de la compétitivité des entreprises européennes, l'augmentation de leur productivité, la création d'emplois de qualité et la garantie de la justice sociale. Le dialogue social reste un outil essentiel pour garantir que les marchés du travail s'adaptent à la transition numérique et climatique et dotent les travailleurs des compétences adéquates.

Défis actuels

La mise en œuvre de l'agenda stratégique 2024-2029 de l'Union européenne est liée à un certain nombre de défis politiques, économiques, technologiques et sociaux qui peuvent entraver la réalisation de priorités clés telles que la transition verte, la transition numérique, la défense et la résilience de l'UE ainsi que le soutien des valeurs démocratiques.

La hausse du coût de la vie et de la transition énergétique, notamment dans les pays et régions dépendants des industries à fortes émissions, suscite une résistance sociale et politique croissante. Il est donc nécessaire de veiller à ce que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone n'exacerbe pas les inégalités sociales et régionales. En outre, la transition verte nécessite l'accès aux métaux des terres rares et à d'autres matières premières, souvent importées de pays extérieurs à l'UE.

L'augmentation des cybermenaces nécessite des systèmes efficaces de défense et de réponse rapide. L'Union, qui souhaite affirmer sa souveraineté technologique, doit réduire sa dépendance à l'égard des géants technologiques américains et chinois. La disparité des niveaux de développement numérique dans les États membres et les lacunes qui en découlent en matière d'infrastructures, de compétences et d'investissements peuvent constituer un défi.

Le défi le plus actuel est d'assurer la résilience et la sécurité de l'UE face à l'agression prolongée de la Russie contre l'Ukraine et à son attitude de confrontation à l'égard des pays de l'UE. Il faut une combinaison efficace de soutien militaire à long terme à l'Ukraine et de renforcement du flanc oriental de l'OTAN et de l'UE. Malgré les mesures prises dans ce domaine, les capacités de défense de l'UE restent insuffisantes. Il existe des lacunes dans les systèmes communs de défense, les ressources humaines, les équipements et les munitions. Le niveau d'interopérabilité entre les armées des États membres est également faible. Le défi consistera à construire une industrie européenne de la défense innovante et efficace qui prenne en

compte les entreprises d'armement de l'ensemble de l'Union, indépendamment de leur localisation et de leur taille.

La concurrence mondiale croissante, la rivalité pour les matières premières et les ressources humaines, les guerres commerciales et la montée du protectionnisme constituent un défi de plus en plus important. Le problème de la fragmentation du marché intérieur de l'UE se pose invariablement: barrières réglementaires, absence d'intégration complète dans des secteurs comme les services ou l'énergie. Le niveau d'investissement privé, en particulier dans l'innovation, la recherche et le développement, est trop faible. Le défi consistera à mettre en œuvre l'ambitieuse Boussole pour la compétitivité de l'UE et les autres initiatives proposées par la Commission européenne, et surtout à en assurer le financement.

La protection de la démocratie, de l'État de droit et des droits fondamentaux est un défi axiologique. La polarisation politique et la désinformation sont en augmentation, et une meilleure protection est nécessaire dans ce domaine contre l'influence des États autoritaires. Il est essentiel de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et des médias et de lutter contre les ingérences étrangères.

Les migrations et la politique d'asile restent l'un des défis les plus complexes. Des différences persistent entre les États membres dans leur approche des réfugiés et des migrants. Dans le même temps, les pressions migratoires en provenance du sud et de l'est se poursuivent en raison des conflits, du changement climatique et de la déstabilisation des États, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. L'Union européenne a besoin d'une politique migratoire réaliste et fondée sur les besoins des États membres. Cette approche doit tenir compte de l'élément clé qu'est la sécurité dans la situation internationale actuelle, afin de minimiser les menaces extérieures et de maintenir un niveau adéquat de sécurité intérieure et d'ordre public dans l'UE.

Questions à débattre

1. De quelle manière assurer la cohérence des actions des États membres avec les priorités de la Commission européenne?
2. Quelles sont les conditions à remplir pour que la Boussole pour la compétitivité de l'UE devienne une réalité?
3. De quelle manière l'UE peut-elle soutenir le développement des capacités et de l'industrie de défense afin que tous les États membres en bénéficient?
4. Comment assurer un financement stable et à long terme des besoins de l'UE en matière de défense, à un niveau proportionnel aux risques?
5. Comment éviter que les inégalités sociales et régionales ne se creusent au cours de la transition énergétique?

6. Quel rôle le Pacte pour le dialogue social européen peut-il jouer dans la transformation du marché du travail?
7. Comment l'UE peut-elle concilier sa politique d'ouverture commerciale avec la montée du protectionnisme dans le monde?
8. Quels outils l'UE devrait-elle utiliser pour lutter plus efficacement contre la désinformation et les ingérences extérieures dans la vie politique?
9. Quels éléments une politique migratoire et d'asile efficace devrait-elle contenir pour répondre aux besoins des États membres, notamment dans le domaine de la sécurité?